

# Perspectives MOC

BELGIQUE - BELGIË  
P.P.  
6700 ARLON 1  
11/698  
Numéro d'agrégation P501162

Bureau de Dépôt Arlon 1



## Éditorial *Se libérer du grand Autre*

Tout bouge, tout change et nous emporte dans un mouvement tourbillonnaire insaisissable. Une mutation profonde de la condition humaine s'accomplit dans nos sociétés. Elle se manifeste dans tout un ensemble de signaux : envahissement par la marchandise, difficulté de socialisation, nouvelles formes de la délinquance, violence gratuite ou sacrificielle. Époque sombre qui laisse l'Europe sans projet historique, qui abandonne la planète à un grand saccage, qui voit un partage scandaleusement injuste des richesses, qui perd de vue tout horizon commun. Et pourtant rien ou presque ne se passe. Aucun mot d'ordre révolutionnaire. Peu de mouvements populaires. Ne reste qu'un vague sentiment d'indignation. Telle est bien l'énigme, le tragique hiatus entre notre conviction de la catastrophe et notre incapacité à réagir.

De tout temps, l'Homme, le Sujet s'est construit dans un dialogue, un échange de paroles avec un grand Autre. L'histoire apparaît comme une suite d'assujettissements à des grandes figures : références à la Nature dans le monde grec, au Cosmos ou aux Esprits dans d'autres mondes, au Dieu unique dans les monothéismes, au Roi dans la monarchie, au Peuple dans la République, à la Race dans le nazisme, à la Nation dans les nationalismes, au Proletariat dans le communisme... Selon la figure de l'Autre élue au centre des systèmes symbolico-politiques, toute la vie économique, politique, intellectuelle, artistique, technique change.

Dans l'histoire de l'humanité, la distance entre l'Homme et l'Autre n'a cessé de se raccourcir. La perspective pour l'homme occidental était celle d'une libération de toute sujétion à un Autre hors de soi. L'Homme allait enfin se retrouver seul avec lui-même et ouvrir avec son intériorité un dialogue fondateur de sa capacité d'être et d'action. Liberté et formidable défi, la pensée et la raison kantienne n'ont de compte à rendre à personne d'autre qu'à elles-mêmes.

Formidable défi mais ô combien difficile. Comment construire un monde commun en dehors de toute référence à un grand Autre transcendantal, hors de nous ? C'est précisément dans cette fragilité, dans cette hésitation que le capitalisme de marché s'est engouffré. En l'absence d'un grand Autre transcendantal, devant les difficultés de la pensée et de la raison à s'y substituer, le Marché s'est positionné comme nouveau maître du monde et des consciences. Il s'agit de mettre en face de chaque désir un objet manufacturé trouvable sur le marché des biens de consommation. Le piège se referme et le sujet est emporté dans la spirale des désirs sans cesse renouvelés. Le Marché a ainsi submergé comme une nouvelle religion conquérante le monde entier. Et l'Homme à peine libéré des grands Autres du passé est tombé dans une sujétion plus impitoyable encore parce que fondée sur l'intérêt individuel et dissolvante de toute action collective.

Oui mais alors : que faire ? Une fois encore, une fois de plus, entreprendre le long travail de renversement de cet Autre hors de nous, ici le Marché. L'homme est une créature qui s'élève au-delà de la simple survie en se soutenant d'idées plus grandes que lui. Cela s'appelle des idéaux : la justice, la beauté et la vérité ou encore le courage à l'œuvre, la fidélité à la parole donnée ou le souci de la dignité de tous. Rassemblons-nous. Organisons-nous. Réactivons la croyance collective en un système de gouvernement juste. Puis désignons l'ennemi et opposons-lui un peuple qui ouvre des voies alternatives et quitte ce navire chargé de marchandises. Il s'agit de trouver notre propre savoir-vivre ensemble dont nous dépouille le divin capitalisme de Marché.

Bernard Kerger

Décembre 2011 - Janvier 2012  
Numéro 66

*Bimestriel du Moc Luxembourg*

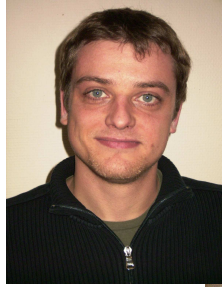
## Dans ce numéro

- 1 Éditorial
- 2 En Bref dans nos organisations
- 3 Une action dont on parle ...  
La campagne du CIEP
- 4 Le secteur bancaire dans la  
tourmente... La fin de l'histoire ?
- 5 Proposition de liquidation du  
groupe ARCO. Le MOC confirme  
son rôle et ses missions.

## ... En bref dans nos organisations ...

### ... Bienvenue aux nouveaux animateurs ...

Le MOC Luxembourg accueille trois nouveaux animateurs qui rejoignent sa cellule d'éducation permanente, le CIEP, à Arlon. Philippe Jungers, Jean-François Rasschaert et Marie-Eve Baudrenghien (dans l'ordre ci-dessous) apportent leurs expérience et compétences dans des domaines aussi variés que l'économie, les finances, l'enseignement général et spécialisé, les matières sociales, la presse et la communication.



### ... L'Autre Actualité ...

Qu'il soit géographique ou idéologique, l'« autre » monde n'a bien souvent qu'un accès limité aux médias. Avec les rendez-vous de l'« Autre Actualité », le CIEP Luxembourg vous propose, avec l'intervention d'un spécialiste ou d'un acteur direct de la thématique abordée, un éclairage plus large sur un fait d'actualité qui concerne les relations nord-sud ou les velléités pour bâtir une société humaine plus juste.

Si vous avez envie de mieux appréhender ces réalités qui peuvent paraître lointaines ou ardues, rejoignez-nous un lundi par mois à partir de 19h30 au centre culturel à Athus (rue du centre, 17).



Lors du premier rendez-vous, le 9 janvier 2012, nous aborderons le problème de la région de l'Est du continent africain appelée « **corne de l'Afrique** », qui est actuellement dévastée par la famine. Si les médias en ont beaucoup parlé durant l'été, ce drame n'est désormais plus évoqué par les télévisions et autres journaux. Est-ce parce que la crise alimentaire est résolue ? François Legac, permanent de SOS Faim Luxembourg, viendra nous exposer la situation actuelle quelques jours seulement après son retour d'une mission en Ethiopie.

Un mois plus tard, le 6 février, nous vous proposerons de partir à la découverte du **mouvement des indignés**, comme il est appelé en Europe, qui essaime en de nombreux endroits du globe. Pour faire le point sur cet élan populaire, Michel Decker, d'Attac Luxembourg, viendra présenter les objectifs, les moyens ou encore les solutions proposées par ce mouvement.

Pour plus d'informations, veuillez contacter P. Jungers au 063/218733.

**... Cycle de soirées à Libramont :  
« L'avenir énergétique en Luxembourg »**



Depuis quelques années déjà, l'énergie occupe le devant de la scène dans nos préoccupations quotidiennes : du réchauffement climatique à la flambée des prix du pétrole et de l'électricité en passant par l'éolien et les accidents nucléaires, aujourd'hui, les citoyens que nous sommes ne peuvent plus ignorer cette problématique. Devant les atermoiements des gouvernements lorsqu'il s'agit de conclure un nouveau traité sur les émissions à effet de serre, c'est peut-être à nous, citoyens, de prendre les choses en mains. Pour vous aider à y voir plus clair, le CIEP Luxembourg organise un jeudi par mois, une soirée autour de cette thématique abordée sous l'angle régional voire local.

Après une première conférence générale d'Olivier Deleuze sur l'énergie du futur, nous vous proposons, le 15 décembre, un rendez-vous intitulé « Le risque nucléaire en province de Luxembourg ». Après la projection du documentaire « **RAS Nucléaire, rien à signaler** », son réalisateur, Alain de Halleux, viendra nous expliquer que le danger pour nous ne réside sans doute pas dans d'éventuels tsunamis ou attaques terroristes, mais plutôt dans des dysfonctionnements internes aux centrales de Tihange, Chooz et Cattenom situées à un jet d'atome de notre province.

Le 19 janvier, Raphaël Thiérmard, propriétaire d'une **maison passive** à Neufchâteau, tentera de nous donner les clés, théoriques et pratiques, pour « habiter durable ».

Ce sera ensuite au tour de Thierry Laureys, consultant « Energie et développement local », de venir expliquer le 16 février que des projets en matière d'énergie peuvent être plus efficaces s'ils sont menés au niveau d'une **collectivité locale** plutôt que sur un plan strictement individuel ou national.

Enfin, le 15 mars, Aurélie Vaneerom (CRA-W) et Hugues Lecomte (DNF) évoqueront la **biomasse** et ses possibles retombées pour une province aussi verdoyante que la nôtre.

D'autres rendez-vous pourraient s'ajouter à cette liste en fonction des attentes du public. Les soirées débiteront à 19h30 dans les locaux de la Halle aux Foires de Libramont (au 1<sup>er</sup> étage), Place communale, 7. Pour plus d'informations, veuillez contacter J-F Rasschaert au 063/218728.

**... Mini-Trip à Cologne ...**



29 et 30 juin 2012

Après Anvers, après Troyes...

**Loisirs et Vacances**

vous propose de découvrir la plus ancienne des grandes villes allemandes. Traversée par les eaux du Rhin, ce carrefour incontournable d'Europe offre une ambiance conviviale entre histoire et modernité.

Vous pouvez dès à présent marquer votre intérêt en vous manifestant auprès de Loisirs et Vacances au 063/218738.

Plus d'info bientôt sur notre site :  
[www.loisirsetvacances-lux.com](http://www.loisirsetvacances-lux.com)

## **. . . Une action dont on parle . . .**

### **. . . La campagne du CIEP . . .**

#### **Que la course au profit expire pour que la planète respire**

Mon village, ma ville, ma région, la Belgique. Chacun vit ces différentes échelles de territoire au gré de ses activités de travail, de ses loisirs ou de ses relations familiales et sociales. Mais quels impacts l'aménagement de l'espace ont-ils sur notre quotidien ? Y a-t-il des aménagements qui épuisent la planète et exploitent les travailleurs ou au contraire existe-t-il des manières de penser l'espace plus respectueuses de l'homme et de l'environnement ?

#### **L'espace est politique**

Les difficiles accords sur le partage de la dette écologique passée, sur les mesures à prendre pour réduire la production d'émissions destructrices de l'écosystème Terre, l'arrivée du pic pétrolier sont autant d'éléments qui auront un impact sur nos modes de vie. Il est important de mettre en place les politiques qui nous permettront de convertir cette menace en opportunité pour bâtir un autre monde. Parmi ces politiques, l'aménagement du territoire a une place centrale.

#### **L'aménagement du territoire au cœur de la vie individuelle et collective**

Des décisions prises à différents niveaux ont un impact direct sur l'aménagement du territoire et le cadre de vie des citoyens : la création d'une zone d'activités économiques, un contournement routier, l'installation d'un centre commercial, l'implantation de pylônes gsm ou d'un parc d'éoliennes, de nouvelles infrastructures ferroviaires,... L'addition de microdécisions (comme construire une maison) a un poids significatif : dans les zones constructibles des plans de secteurs, la juxtaposition d'habitations le long des routes détruit les paysages, ne permet pas une véritable desserte en transports publics et oblige le recours à la voiture pour avoir accès aux écoles et aux lieux de travail.

#### **Comment intervenir ?**

Tout d'abord, en ayant conscience des enjeux dont est porteur l'aménagement du territoire c'est-à-dire une gestion parcimonieuse du sol, un aménagement pour une mobilité durable, une nouvelle politique forestière et agricole, une politique de la ville, une politique et des instruments d'interventions foncières et enfin la réutilisation du patrimoine bâti et du capital urbanistique des villes et des villages.

#### **Agir**

Les citoyennes et citoyens peuvent réagir lors des enquêtes publiques avec un comportement qui soit une réponse à ces défis. Il est surtout possible d'agir comme membre d'associations, dans les commissions consultatives d'aménagement du territoire et de la mobilité (CCATM), les commissions de programmes communaux de développement rural (PCDR), les plans de mobilité, les schémas de structure,...

#### **Pour quoi faire ?**

Pour décrypter avec d'autres les raisons et les motivations des projets, mais aussi pour proposer un projet d'aménagement du territoire local ou régional qui réponde aux enjeux précédemment énoncés ainsi qu'à la réduction des inégalités sociales et environnementales qui souvent se cumulent.

**Le Mouvement Social face à l'Aménagement du Territoire**

La semaine sociale du MOC Wallonie-Bruxelles aura lieu à Charleroi les 29 et 30 mars 2012

### **Aller travailler sans voiture : un défi ?**

Le développement territorial de ces dernières décennies a très souvent privilégié la séparation des fonctions (zones d'activités économiques, d'habitat et de loisirs, campus scolaires et zones commerciales). Ce type d'urbanisation a provoqué le recours accru à la voiture, notamment pour se rendre sur son lieu de travail et en particulier quand ce lieu est situé sur une zone d'activités. Les alternatives à la route y sont quasi inexistantes (desserte en transport en commun insuffisante ou inexistante, voirie inadaptée aux modes de déplacements doux-à pied/à vélo) et lorsqu'elles existent, elles sont soit ignorées soit incompatibles avec les horaires de travail. En rendant la voiture indispensable, cette situation entraîne un recrutement des travailleurs de plus en plus difficile, en particulier pour les intérimaires. C'est aussi le cas pour les stagiaires, les jobistes et de façon générale les bas salaires puisque la part du budget consacrée au transport ne cesse d'augmenter.

A moyen terme, et c'est déjà le cas dans certains endroits, il ne fait aucun doute que le développement d'alternatives à la voiture pour effectuer les trajets domicile-lieu de travail deviendra un important facteur de compétitivité pour les entreprises. Mais en attendant de voir les effets d'une politique annoncée de meilleure localisation des activités économiques, on peut déjà agir pour encourager la transition vers des déplacements plus durables et plus accessibles à tous !

### **Agriculture et territoire soumis aux impératifs économiques ?**

On nous fait croire qu'il est indispensable et inévitable de produire toujours plus. L'aménagement de nos terres agricoles est tributaire d'impératifs économiques apparemment incontournables: champs de culture sans haies, étables pour élevages industriels hors sol (porcs, poulets, etc.).

Parallèlement, depuis le début des années 1970, une autre agriculture s'est développée. De nombreux paysans et citoyens ont créé des petites structures de circuit court avec des méthodes respectueuses de l'environnement et de l'homme. Des groupements de producteurs, groupements d'achats, organisations environnementales et d'éducation permanente soutiennent l'émergence de cette agriculture-là. L'agriculture productiviste ne peut être transformée que par de nouvelles régulations des marchés de produits agricoles et par une politique d'affectation du sol soucieuse de préserver les terrains existants, de permettre l'accès à la terre pour de nouveaux agriculteurs et de recréer de l'emploi dans le secteur. La stabilisation des prix équitables pour les producteurs avec des exigences environnementales, la mise en place d'échanges commerciaux équitables, le rééquilibrage entre culture et élevage dans chaque territoire et la relocalisation des activités de production et de consommation de l'alimentation, sont autant d'éléments à prendre en compte dans les prochaines politiques agricoles.

### **Un aménagement du territoire pour quels logements ?**

A quoi cela sert-il d'avoir un logement énergiquement performant s'il est localisé loin de l'école, des commerces et d'autres services, publics et privés, loin du boulot, nécessitant ainsi une importante dépense énergétique pour se déplacer et imposant des contraintes en termes de temps ? A quoi cela sert-il d'avoir un logement répondant aux normes techniques si c'est pour être isolé, dans un lieu sans diversité ou dans un environnement social trop homogène ?

Un aménagement du territoire intelligent doit tenir compte de ces besoins et de ces évolutions :

- en assurant une bonne répartition spatiale des services de toute nature nécessaires à la vie moderne (achats, loisirs, santé, sports...);
- en mêlant harmonieusement logements, lieux de travail, commerces, écoles, etc;
- en densifiant l'occupation du sol pour des raisons énergétiques et de cohésion sociale;
- en assurant une diversité des logements (logements privés et publics, logements adaptés, intergénérationnels...);
- en offrant à proximité des espaces de vie.

## **Le secteur bancaire dans la tourmente... La fin de l'histoire ?**

La presse titrait ces derniers jours : « Dexia, première victime de la crise bancaire européenne ».

En quelques jours, par l'action à effet multiplicateur des marchés boursiers, des spéculateurs, des agences de notation, et des clients les plus fortunés (celles et ceux qui ont plus de 100.000 euros d'économie sur un compte d'épargne et se sont empressés de venir les retirer ...), le groupe Dexia et, à sa suite, ses différentes filiales (banque, assurances, etc.) se retrouvent « dans le lac ».

Comme cela est devenu la pratique courante, les Etats sont appelés à la rescousse. Ils accordent leurs garanties, et le Gouvernement belge décide d'acheter la banque, pour la moitié de sa valeur estimée, ce qui permet de réduire l'impact sur le budget public, le contribuable, et la future notation de la Belgique.

Pour les principaux actionnaires belges, le Holding Communal, le groupe Arco, et Ethias, qui sont partie prenante de ce qui reste de la S.A., c'est la fin d'une histoire dans laquelle ils ne seraient jamais entrés s'ils avaient imaginé ce qui allait se passer, qu'ils ont essayé de corriger, mais sans succès, et dont ils ont même souhaité sortir, mais sans doute trop tard pour que ce soit possible.

Au départ, l'intention des responsables des communes et des organisations sociales est légitime, et le projet est sain et honorable : mettre ensemble ses forces et ses moyens financiers pour soutenir le développement de collectivités locales, d'institutions sociales et éducatives, de services non-marchands, d'entreprises d'économie sociale. Bref, des réalisations qui concourent au bien commun, à la qualité de la vie pour toutes et tous. Loin, très loin, d'une recherche de rendement financier maximal au bénéfice d'une minorité.

Mais c'était sans compter sur la folie des grandeurs de quelques dirigeants du groupe Dexia, qui ont voulu en faire « à tout prix » le numéro un mondial des prêts aux collectivités, et la course au profit (dopée par la culture des bonus) qui a conduit à prendre (et à faire prendre...) de plus en plus de risques. C'était aussi sans compter sur la fragilité croissante des Etats et des dettes souveraines, puisque des obligations d'Etat considérées hier comme les placements financiers les plus sûrs deviennent aujourd'hui des produits à haut risque... C'était enfin sans compter sur les contraintes imposées par une Commission européenne pétrie de certitudes libérales, à un modèle financier qui lui paraît suspect, car trop différent du seul modèle qui trouve grâce à ses yeux : la banque privée capitaliste. Tout cela a contribué à ruiner ce que des communes, des mouvements sociaux et des citoyens ont mis des dizaines d'années à construire.

Le comble dans l'affaire Dexia, c'est que ses actionnaires, qui étaient entrés dans une structure afin de développer la récolte de l'épargne populaire pour financer des projets d'intérêt collectif (des hôpitaux et des maisons de repos, des écoles, des institutions publiques et non-marchandes de service social et culturel, etc.) se retrouvent aujourd'hui au sein d'une banque résiduelle dont le patrimoine ressemble à celui d'un fond spéculatif truffé de placements à haut risque !

La question doit être posée : le modèle de banque publique, tel qu'il existait au Crédit Communal, et le modèle coopératif, développé par le Groupe Arco, sont-ils capables, même en s'unissant, de tenir leur place dans le marché financier capitaliste et de développer leur métier dans un tel environnement : le financement de projets d'intérêt collectif ?

Aujourd'hui, ils sont, l'un et l'autre, balayés par la mondialisation capitaliste et la dérégulation libérale. Ils sont anéantis par le jeu des acteurs financiers :

- les fonds spéculatifs qui cherchent les rendements les plus élevés à court terme sans aucune considération, et au détriment des effets sur le développement économique et social
- les bourses, qui sont le moteur de cette spéculation
- les agences de notation, qui « cotent » les Etats comme des entreprises capitalistes et affaiblissent encore les Etats les plus fragiles, en augmentant le coût de leurs emprunts et en alourdissant ainsi leur déficit.

Mais on ne peut pas non plus passer sous silence la responsabilité des dirigeants politiques européens, qui, face à la crise de l'Euro, nous livrent une cacophonie indescriptible, avec effets d'annonce théâtralisés qui ne convainquent personne (et sûrement pas les acteurs boursiers !), shows



médiatiques et « trouvailles » superficielles comme la fameuse « règle d'or » du couple Sarkozy-Merkel... Bref, de la fureur et du bruit, qui cachent difficilement l'impuissance et l'immobilisme...

La crise bancaire et la crise des dettes souveraines nous enseignent somme toute une constatation simple : la faillite de sociétés basées sur les inégalités, sur la culture des bonus, sur une compétitivité qui accroît la pression sur les salaires, sur un modèle économique de croissance fondé sur l'endettement, public et privé, et sur une consommation sans limite.

La question du « handicap salarial » croissant de la Belgique par rapport à ses principaux partenaires en est un exemple emblématique. En effet, la cause n'est pas à chercher dans les politiques salariales belges mais dans d'autres raisons. D'une part les prix de l'énergie, qui, insuffisamment maîtrisés et plus élevés que dans les pays qui nous entourent, provoquent de l'inflation et influencent le mécanisme d'indexation, d'autre part la politique de dérégulation et de flexibilisation du marché du travail menée depuis 10 ans par les gouvernements allemands ont entraîné un véritable dumping social dans ce pays !



Face à cela, les politiques d'austérité imposées aux quatre coins de l'Europe, et qui sont sensées être une réponse à cette crise, nous conduisent à l'impasse : d'abord, parce qu'elles ne peuvent que provoquer la récession sur le plan économique; ensuite, parce qu'elles détruisent la cohésion sociale en réduisant la protection sociale et les services publics, et en augmentant la précarité et la pauvreté dans la population ; enfin, parce qu'elles menacent la démocratie, en provoquant la désespérance et la révolte. Chaque jour, la population grecque nous montre que l'austérité aveugle est le problème, pas la solution.

Les mouvements sociaux, les organisations syndicales, et les mobilisations citoyennes comme celles des indignés doivent s'unir pour obtenir un changement de cap radical : redistribuer équitablement les richesses, par une fiscalité qui soit suffisamment progressive que pour être équitable, et qui redonne des moyens aux pouvoirs publics ; orienter le développement économique vers les besoins fondamentaux de la population ; réguler drastiquement le système financier en le mettant au service des citoyens et du développement économique et social ; opérer la transition vers une société durable qui cesse d'épuiser les ressources naturelles de la planète ; répartir le travail pour permettre à chacun de participer à la construction de cette société.

Cela nécessite des décisions politiques ambitieuses et volontaristes. Tant en Belgique que sur le plan européen. Des décisions qui doivent permettre de dompter les marchés financiers et qui fassent contribuer les revenus du capital et les transactions financières aux recettes fiscales ; de développer une véritable coopération européenne, notamment par l'émission d'obligations européennes permettant d'alléger le poids qui pèse sur les Etats les plus fragiles ; et de redonner aux Etats et à l'Europe le pouvoir d'assurer le bien-être et la qualité de la vie pour tous les citoyens en opérant les investissements publics nécessaires pour assurer l'avenir de la protection sociale et des pensions, la maîtrise des besoins énergétiques, la préservation des conditions de la durabilité de nos sociétés.

Durant plusieurs décennies, l'Europe a montré le chemin du développement humain en construisant un modèle basé sur un encadrement social fort de l'initiative économique, par le compromis social qui a institué la sécurité sociale, le dialogue social, et le partage des fruits de la croissance. Elle doit être capable aujourd'hui d'inventer un nouveau modèle d'organisation de la société, durable et équitable, qui se trouve aux antipodes des politiques d'austérité, de dérégulation, de démantèlement des services publics, d'affaiblissement de la protection sociale, d'appauvrissement et de précarisation du monde du travail telles qu'elles sont appliquées aujourd'hui dans la plupart des pays européens.

Car personne ne peut croire que c'est en mettant les peuples à genoux que l'Europe sortira de la crise. Et pas seulement la crise des dettes souveraines et du secteur financier, qui occupe l'actualité de ces dernières semaines : celle-ci n'est qu'une dimension d'une crise globale (énergétique, climatique, alimentaire), qui doit nécessairement questionner notre modèle de croissance économique, et dont les racines se situent dans l'explosion des inégalités à l'échelle de nos pays comme de la planète. S'attaquer à la crise nécessite donc de s'attaquer à ces inégalités, en construisant un nouveau modèle de développement humain, équitable et durable.

Thierry Jacques  
Président du MOC

## Proposition de liquidation du Groupe ARCO

### Le MOC confirme son rôle et ses missions

Communiqué de presse

Le MOC (qui rassemble les ailes francophones de la CSC et de la Mutualité Chrétienne, ainsi que Vie Féminine, les Equipes Populaires, la JOC/F et le Groupe ARCO) est évidemment atteint par la proposition de liquidation du Groupe ARCO. Il mettra tout en œuvre pour protéger au maximum les intérêts des coopérateurs particuliers du groupe ARCO. Mais il tient aussi à affirmer que cette annonce ne remet pas en cause son rôle et ses missions, celles d'un mouvement social au service d'une société plus égalitaire et durable. Le MOC prendra le temps, également, de porter un regard critique sur ces événements.

Dans le contexte actuel, le MOC estime que la liquidation volontaire est la meilleure formule pour garantir l'intérêt des coopérateurs, même s'il déplore que le Groupe ARCO en soit arrivé à devoir proposer une telle décision. Il entend, aujourd'hui, tout mettre en œuvre pour protéger au maximum les coopérateurs particuliers du Groupe ARCO. Il rappelle que ceux-ci peuvent faire appel à la garantie d'État.

Le MOC regrette particulièrement la disparition d'un modèle coopératif qui a fait ses preuves pour soutenir et développer l'économie sociale, les services non-marchands, les institutions sociales et éducatives. Ce modèle est victime d'une crise du secteur financier provoquée par des acteurs et des comportements qui sont précisément aux antipodes des valeurs de coopération et de solidarité qu'il défend.

À cet égard, il tient à rappeler, d'un point de vue historique, que c'est justement pour pérenniser ce projet qu'il a été décidé en 2001 d'intégrer la BACOB au sein de Dexia, aux côtés de l'ancien Crédit Communal, la « banque des communes ».

Si la liquidation proposée du Groupe ARCO va inmanquablement impacter les moyens financiers du MOC, cela restera assez limité. Et en tout cas, cela ne remet pas en cause son fonctionnement, ses services et son rôle. *« Au contraire, dans le contexte de crise actuelle, les mouvements sociaux qui défendent celles et ceux qui en sont les victimes et qui aspirent à un monde meilleur, plus juste et plus durable sont plus que jamais nécessaires. Notre mission reste donc inchangée »*, souligne Thierry Jacques, président du MOC.

Enfin, le MOC compte bien mener, avec les cadres et les militants de ses organisations, un travail de réflexion et de débat approfondi pour développer une lecture critique et politique de ces événements et de tout ce qui y a conduit.

